

ASSEMBLEE DE CORSE

1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2018

8 MARS 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**CREATION DES POSTES BUDGETAIRES EN PREVISION
DU LANCEMENT DE LA BOURSE AUX EMPLOIS DANS LE
CADRE DE LA MISE EN PLACE DE L'ORGANISATION DE
LA COLLECTIVITE DE CORSE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le présent rapport a pour objet de vous proposer la création des postes au tableau des effectifs en prévision du lancement de la bourse aux emplois.

Cette création de postes a pour objectif de se faire à budget constant (chapitre 930 – fonction 021 – programme N6161). En effet, il s’agit de proposer des postes qui seront occupés par les agents déjà présents dans les effectifs de notre collectivité. A la suite de la nomination agents retenus dans le cadre de la bourse aux emplois, les postes d’origine seront ainsi supprimés.

Lors du prochain Comité technique, une présentation d’un macro-organigramme de notre organisation sera proposée afin de consulter l’ensemble des organisations syndicales sur ces premiers éléments structurants de l’organisation transitoire. Suite à la consultation du Comité technique, le lancement du dispositif de la bourse aux emplois sera réalisé.

Les exigences réglementaires et légales imposent, dans ce cas, aux collectivités de communiquer au Centre de gestion compétent leurs déclarations de créations et de vacances d’emplois même lorsqu’il s’agit de mobilité interne.

C’est donc dans ce contexte qu’il est proposé de créer un contingent de postes mobilisables pour cette première étape de structuration de l’organisation de notre collectivité.

Cette procédure doit permettre de répondre aux besoins immédiats de la Collectivité de Corse en matière d’encadrement supérieur.

A cet effet, je vous demande de m’autoriser à créer les postes suivants, emplois permanents à temps complet, à la date du 16 mars 2018 :

- 20 postes relevant du cadre d’emplois des administrateurs territoriaux (catégorie A+)
- 104 postes relevant du cadre d’emplois des attachés territoriaux (catégorie A)
- 18 postes relevant du cadre d’emplois des ingénieurs en chef (catégorie A+)
- 29 postes relevant du cadre d’emplois des ingénieurs territoriaux (catégorie A)
- 7 postes relevant du cadre d’emplois des médecins territoriaux (catégorie A)
- 4 postes relevant du cadre d’emplois des biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux (catégorie A)

2 postes relevant du cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux (catégorie A)
8 postes relevant du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (catégorie A)
8 postes relevant du cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine (catégorie A)
8 postes relevant du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques (catégorie A)
8 postes relevant du cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux (catégorie A)
2 postes relevant du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives (catégorie A)
3 postes relevant du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio – éducatifs (catégorie A)

Cette opération technique n'entraînant aucune conséquence financière, les postes statutaires des agents nouvellement affectés feront l'objet d'une suppression corrélative.

En cas de poste demandant des compétences spécifiques nouvelles et ne pouvant être pourvu en interne, ces éventuels recrutements extérieurs à la collectivité seraient compensés par des départs à la retraite, en mutation ou en fin de détachement.

De même, si l'un des postes ouverts devait être occupé par un agent non titulaire, il est précisé que la rémunération allouée sera conforme à celle que percevrait un fonctionnaire ayant la même ancienneté professionnelle dans le cadre d'emplois correspondant.

Je vous remercie de bien vouloir en délibérer.